L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLÉANS.
MARDI, 24 JUILLET 1894

OFFICIEL.

Assemblée Générale
—DE—
L'ETAT DE LA LOUISIANE.

Session Régulière de 1894.

No 401 LOI

Amendant et dérétant à nouveau la loi No 32 de la séance régulière de 24 juin 1886, intitulée : "Loi amendant et dérétant à nouveau la section 4me de la loi No 7 des lois de 1877, approuvée le 21 mars 1877."

Section 1re—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, que la loi No 32 de l'année 1886 est amendée et dérétée à nouveau dans le langage suivant : "Que dans tous les procès criminels préliminaires ou procédures de même que dans tous cas de comparation devant les Grands Jurés, il ne sera pas accordé aux témoins de "per diem" ou de "mileage"; mais les témoins auxquels seront adressée des subpœna pour les procès fiscaux recevront des compensations ou un "per diem" fixé par les Jurés de Police des diverses paroisses, n'excédant pas un dollar par jour ; ils ne recevront pas de "mileage".

Sec. 2.—Il est de plus décrété, etc., qu'il sera légal de la part de quiconque sera requis un bon ou des entrepreneur de s'endurer avec la compagnie répondante un bon et dépôt de toutes sommes d'argent pour lesquelles le répondant est ou peut être tenu responsable, dans les coffres d'une compagnie de sécurité ou d'une banque autorisée par la loi à recevoir des dépôts, si ces dépôts sont convertibles ; et aussi de s'endurer avec la même en général de tous biens dont les répondants pourraient être tenus responsables, dans les coffres d'une compagnie de sécurité ou sous d'une banque autorisée par la loi à faire des affaires comme telles ; et le dépôt se fera de façon à empêcher le retrait ou le transfert d'argent ou des autres sécurités ou d'aucune partie de celles-ci, sans le consentement par écrit des répondants ou d'un ordre de cour, sur tel avis à eux adressé sur un arrêt du tribunal.

Sec. 3—Il est de plus décrété, etc., qu'aucune compagnie n'agira comme répondante sur ladite bond, entreprise ou obligations si au moins cent mille dollars de son capital comptant ne sont placés en sécurités créées par les lois des Etats-Unis ou par un vertu des lois de l'Etat où elle a été incorporée, ou d'autres effets de commerce ayant cours sur le marché et portant intérêt, ou encore des sécurités. Ces effets de commerce au moment de leur dépôt devront être cotés au pair ou au dessus, et ils devront être déposés en la possession du Commissaire d'assurances, de l'Auditeur des comptes publics ou d'un autre officier financier de l'Etat où est domiciliée ladite compagnie de garantie au profit de tous les répondants des compagnies aux Etats-Unis et non sujets à en être retirés avant que toutes les anciennes obligations de sécurité des compagnies aux Etats-Unis soient terminées et accomplies.

Sect. 4.—Il est en outre décrété, etc., que toutes ces compagnies avant de se livrer à ces affaires en cet Etat enrégistreront au Bureau du Secrétaire d'Etat une application écrite pour y être autorisées, une copie de leurs chartes ou de leurs actes d'incorporation et un exposé signé et certifié sous serment par leurs présidents et leurs secrétaires, y déclarant le montant de leurs capitaux payés, donnant le détail de chaque placement, le montant des primes sur les bons subsistants sur lesquels pesent des sécurités, et le montant dont ils sont responsables ou la partie non échue de ces responsabilités, évaluée à 50 pour cent des primes annuelles sur tous les vieux risques d'une année ou de moins, et le prorata pour des termes d'au-delà d'une année ; indiquant aussi les montants des dettes non échues, et le montant de son revenu, de ses dépenses l'année précédente, en déclarant chaque article. Et si ces compagnies incorporées sous les lois de tout autre Etat que le nôtre, elles devront, en outre, enregistrer une procuration nommant quelque résident de notre Etat auquel seront servis les documents officiels, ainsi que l'exigeant les lois existantes.

Sec. 5—Il est de plus décrété, etc., que chacune des compagnies en question enregistrera annuellement, au mois de janvier au bureau du Secrétaire d'Etat un exposé semblable à celui requis dans la section précédente, et aussi lui donnera un certificat venant de l'officier qui a reçu le dépôt exigé par la section troisième de cette loi, donnant la description des sécurités, et la façon dans elles sont gardées. Il déclarera ainsi qu'il est convaincu que ces sécurités valent pleinement cent-mille dollars, et donnera au Secrétaire d'Etat toutes les informations relatives à la situation de la compagnie, son crédit, que celui-ci pourrait lui demander et signera et attestera sous serment ce certificat.

Sec. 6.—Il est décrété, etc., que si le Secrétaire d'Etat est convaincu que telle compagnie est solvable, quelle a le capital comptant exigé il ses pourra dans la section première de cette loi, et l'avoir surplus en outre de ses fonds capital, ses anciennes dettes et sa réserve de primes, ainsi qu'il est requis dans la section quatrième, et qu'elle s'est conformée en tous points à la loi et est qualifiée, il émettra ce certificat et en la faveur de chacun de ses agents en cet Etat non certifiant qu'elle est autorisée à devenir et est acceptée comme seule garantie sur tous bons, entreprises ou obligations, requis ou permis par la loi ou ordonnances, règles, règlements de n'importe qu'elle municipalité, bureau, corps ou fonctionnaire public, et ledit certificat sera une preuve constante de sa solvabilité et de son crédit pour tous les objets, et de son droit d'être ainsi acceptée comme garantie et de sa compétence comme telle.

Sec 7—Il est de plus décrété, etc., que le Secrétaire d'Etat aura le droit à tout moment et aux frais de la compagnie, d'examiner personnellement ou de faire examiner par des personnes nommées par lui, les affaires de ladite compagnie faisant ou désirant faire des affaires dans cet Etat, et aura libre accès à ses livres, papiers, etc ; pourra examiner sous serment, ses bureaux et agents à l'égard de ses affaires ; et révoquera son pouvoir de s'occuper de telles affaires, toutes les fois que ce droit d'examen lui sera refusé, ou toutes les fois, par ses exposés de situation, ou examen, il lui paraitra qu'elle ne peut se conformer aux dispositions de cette loi, ou ne s'y conforme pas, ou encore n'a pas qualité pour agir comme sécurité. Alors il fera publier l'avis par lequel le pouvoir de la compagnie sera révoqué, et celle-ci cessera de faire ce genre d'agaires en l'Etat.

Sec. 8.—Il est de plus décrété, etc., qu'aucune compagnie ayant signé un parail bon ou parelle bons n'aura le pouvoir de nier son droit d'incorporation pour exécuter un tel instrument, ou encourir une telle responsabilité dans aucune procédure ayant pour objet de faire valoir sa responsabilité ; et telle compagnie ne pourra être actionnée dans aucune juridiction que le principal répondant sur le bon en question ; et les citations seront adressées à elle ou à son avocat pour la procédure, ainsi qu'il est pourvu par la loi dans de semblables cas.

Sec. 9.—Il est décrété, etc., que cette loi n'a aucunement pour but, excepté dans les cas prévus plus haut, de changer les lois existantes relativement à la question de garantie, sauf de permettre à telle compagnie d'agir et d'être agréée comme seule sécurité pour tous les bons, entreprises et obligations, requis ou permis par les lois de l'Etat, ou les ordonnances, les règles et réglements de toute municipalité, de tout Bureau ou de l'officier public.

Sec. 10—Il est dérété, etc., que, toutes lois ou parties de lois en conflit avec celle-ci sont abrogées.

G. W. BOLTON,
Speaker de la Chambre des Représentants.
H. R. LOTT,
Président Pro Tempore du Sénat.
Approuvée le 2 juillet 1894.
MURPHY J. FOSTER,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme :
GEO. SPENCER,
Sous Secrétaire d'Etat.

No 411 LOI

Autorisant certaines corporations à servir de caution en fournissant les bons requis par la loi, et arrêtant les conditions en vertu desquelles il leur sera permis d'agir.

Section 1re—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane qu'à l'avenir toute corporation possédant dûment une charte en vertu des lois de cet Etat ou de tout autre Etat des Etats-Unis, dans le but d'exploiter le genre d'affaires qui consiste à garantir la fidélité des personnes remplissant des mandats de confiance publique ou privée ; à garantir l'exécution de contrats autres que des polices d'assurances et souscrire et garantir des bons ou des entreprises requis ou permis dans des sections ou procédures autorisées par la loi, corporation possédant un capital payé de pas moins de $250,000 et ayant qualifié comme l'exigent les dispositions de cette loi, s'y étant conformée ; possédant des biens comme le requièrent les lois de notre Etat ou celles de l'Etat où elle a été incorporée en sus de son fonds capital, ses dettes non acquittées et une réserve de primes sur tous les anciens risques ainsi qu'il est lui pourvu, cette corporation peut être autorisée comme seule et suffisante sécurité sur n'importe quel bon, n'importe quelle entreprise ou obligation requis ou permis, donné, offert ou enregistré avec la sécurité ou les sécurités, en vertu de n'importe quelle loi de cet Etat, ou des ordonnances, règles ou réglements de toute municipalité, bureau, corps, organisation ou officier public au lieu de toute sécurité ou sécurités que requiert actuellement la loi. Et l'exécution par cette compagnie de tout bon, entreprise ou obligation les conformera pleinement sous tous les rapports à toutes les exigences des lois, ordonnances ou réglements, déclarant que bon, entreprise ou obligation sera exécuté par un ou plus de répondants, ou que ces répondants seront des résidents ou des propriétaires fonciers ou l'un ou l'autre ou possédant toutes autres qualifications. La compagnie sera tenue à toutes les responsabilités, de même qu'elle jouira de tous les droits et se répondante que donnent les dispositions de la loi à ce égard ; l'esprit et la lettre de cette loi sont de mettre à même les corporations créées pour les objets ci-dessus indiqués de devenir et d'être agréées comme seules répondantes sur tous bons, entreprises ou obligations requis ou permis par les lois, ordonnances ou réglements de toute municipalité, bureau, corps, organisation ou mandataire public.

Sec. 2.—Il est de plus décrété, etc., qu'il sera légal de la part de quiconque sera requis un bon ou des entrepreneur de s'endurer avec la compagnie répondante et qu'il y ait dépôt de toutes sommes d'argent pour lesquelles le répondant est ou peut être tenu responsable, dans les coffres d'une compagnie de sécurité ou d'une banque autorisée par la loi à recevoir des dépôts, si ces dépôts sont convertibles ; et aussi de s'entendre avec la même en général de tous biens dont les répondants pourraient être tenus responsables, dans les coffres d'une compagnie de sécurité ou sous d'une banque autorisée par la loi à faire des affaires comme telles ; et le dépôt se fera de façon à empêcher le retrait ou le transfert d'argent ou des autres sécurités ou d'aucune partie de celles-ci, sans le consentement par écrit des répondants ou d'un ordre de cour, sur tel avis à eux adressé sur un arrêt du tribunal.

Sec. 3—Il est de plus décrété, etc., qu'aucune compagnie n'agira comme répondante sur ladite bond, entreprise ou obligations si au moins cent mille dollars de son capital comptant ne sont placés en sécurités créées par les lois des Etats-Unis ou par un vertu des lois de l'Etat où elle a été incorporée, ou d'autres effets de commerce ayant cours sur le marché et portant intérêt, ou encore des sécurités. Ces effets de commerce au moment de leur dépôt devront être cotés au pair ou au dessus, et ils devront être déposés en la possession du Commissaire d'assurances, de l'Auditeur des comptes publics ou d'un autre officier financier de l'Etat où est domiciliée ladite compagnie de garantie au profit de tous les répondants des compagnies aux Etats-Unis et non sujets à en être retirés avant que toutes les anciennes obligations de sécurité des compagnies aux Etats-Unis soient terminées et accomplies.

Sect. 4.—Il est en outre décrété, etc., que toutes ces compagnies avant de se livrer à ces affaires en cet Etat enrégistreront au Bureau du Secrétaire d'Etat une application écrite pour y être autorisées, une copie de leurs chartes ou de leurs actes d'incorporation et un exposé signé et certifié sous serment par leurs présidents et leurs secrétaires, y déclarant le montant de leurs capitaux payés, donnant le détail de chaque placement, le montant des primes sur les bons subsistants sur lesquels pesent des sécurités, et le montant dont ils sont responsables ou la partie non échue de ces responsabilités, évaluée à 50 pour cent des primes annuelles sur tous les vieux risques d'une année ou de moins, et le prorata pour des termes d'au-delà d'une année ; indiquant aussi les montants des dettes non échues, et le montant de son revenu, de ses dépenses l'année précédente, en déclarant chaque article. Et si ces compagnies incorporées sous les lois de tout autre Etat que le nôtre, elles devront, en outre, enregistrer une procuration nommant quelque résident de notre Etat auquel seront servis les documents officiels, ainsi que l'exigeant les lois existantes.

Sec. 5—Il est de plus décrété, etc., que chacune des compagnies en question enregistrera annuellement, au mois de janvier au bureau du Secrétaire d'Etat un exposé semblable à celui requis dans la section précédente, et aussi lui donnera un certificat venant de l'officier qui a reçu le dépôt exigé par la section troisième de cette loi, donnant la description des sécurités, et la façon dans elles sont gardées. Il déclarera ainsi qu'il est convaincu que ces sécurités valent pleinement cent-mille dollars, et donnera au Secrétaire d'Etat toutes les informations relatives à la situation de la compagnie, son crédit, que celui-ci pourrait lui demander et signera et attestera sous serment ce certificat.

Sec. 6.—Il est décrété, etc., que si le Secrétaire d'Etat est convaincu que telle compagnie est solvable, quelle a le capital comptant exigé il ses pourra dans la section première de cette loi, et l'avoir surplus en outre de ses fonds capital, ses anciennes dettes et sa réserve de primes, ainsi qu'il est requis dans la section quatrième, et qu'elle s'est conformée en tous points à la loi et est qualifiée, il émettra ce certificat et en la faveur de chacun de ses agents en cet Etat non certifiant qu'elle est autorisée à devenir et est acceptée comme seule garantie sur tous bons, entreprises ou obligations, requis ou permis par la loi ou ordonnances, règles, règlements de n'importe qu'elle municipalité, bureau, corps ou fonctionnaire public, et ledit certificat sera une preuve constante de sa solvabilité et de son crédit pour tous les objets, et de son droit d'être ainsi acceptée comme garantie et de sa compétence comme telle.

Sec 7—Il est de plus décrété, etc., que le Secrétaire d'Etat aura le droit à tout moment et aux frais de la compagnie, d'examiner personnellement ou de faire examiner par des personnes nommées par lui, les affaires de ladite compagnie faisant ou désirant faire des affaires dans cet Etat, et aura libre accès à ses livres, papiers, etc ; pourra examiner sous serment, ses bureaux et agents à l'égard de ses affaires ; et révoquera son pouvoir de s'occuper de telles affaires, toutes les fois que ce droit d'examen lui sera refusé, ou toutes les fois, par ses exposés de situation, ou examen, il lui paraitra qu'elle ne peut se conformer aux dispositions de cette loi, ou ne s'y conforme pas, ou encore n'a pas qualité pour agir comme sécurité. Alors il fera publier l'avis par lequel le pouvoir de la compagnie sera révoqué, et celle-ci cessera de faire ce genre d'agaires en l'Etat.

Sec. 8.—Il est de plus décrété, etc., qu'aucune compagnie ayant signé un parail bon ou parelle bons n'aura le pouvoir de nier son droit d'incorporation pour exécuter un tel instrument, ou encourir une telle responsabilité dans aucune procédure ayant pour objet de faire valoir sa responsabilité ; et telle compagnie ne pourra être actionnée dans aucune juridiction que le principal répondant sur le bon en question ; et les citations seront adressées à elle ou à son avocat pour la procédure, ainsi qu'il est pourvu par la loi dans de semblables cas.

Sec. 9.—Il est décrété, etc., que cette loi n'a aucunement pour but, excepté dans les cas prévus plus haut, de changer les lois existantes relativement à la question de garantie, sauf de permettre à telle compagnie d'agir et d'être agréée comme seule sécurité pour tous les bons, entreprises et obligations, requis ou permis par les lois de l'Etat, ou les ordonnances, les règles et réglements de toute municipalité, de tout Bureau ou de l'officier public.

Sec. 10—Il est dérété, etc., que, toutes lois ou parties de lois en conflit avec celle-ci sont abrogées.

G. W. BOLTON,
Speaker de la Chambre des Représentants.
H. R. LOTT,
Président pro tempore du Sénat.
Approuvée le 30 juin 1894 :
MURPHY J. FOSTER.
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme :
GEO. SPENCER,
Sous-Secrétaire d'Etat.

No 44) LOI

Amendant et déclarant à nouveau la section 117 des Statuts Revisés de 1870.

Section 1re—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, que la section 117me des Statuts Revisés de l'Etat, approuvée le 14 mars 1870, est amendée et déclarée à nouveau dans le langage suivant :

Section 117me—Aucun juge, juge de paix, greffier ou député-greffier, sheriff ou député sheriff, constable ou député-constable d'une Cour quelconque de l'Etat, ne plaidera ou ne plaidera comme avocat pour quiconque dans aucune Cour de recorder ou Cour criminelle, dans quelque cause que ce soit. Aucun recorder-suppléant ou recorder pro tempore ne paraitra ou ne plaidera comme avocat pour quiconque dans aucune Cour de recorder ou Cour criminelle, dans quelque cause que ce soit. Aucun recorder-suppléant ou recorder pro tempore ne pourra être actionné ou poursuivi en dommages pour aucune erreur ou omission dans l'exercice de ses fonctions, excepté pour corruption ou malice. Aucun recorder-suppléant ou recorder pro tempore ne pourra être actionné ou poursuivi en dommages pour aucune erreur ou omission dans l'exercice de ses fonctions, excepté pour corruption ou malice. Aucun recorder-suppléant ou recorder pro tempore ne pourra être actionné ou poursuivi en dommages pour aucune erreur ou omission dans l'exercice de ses fonctions, excepté pour corruption ou malice.

Section 2me—Il est de plus décrété, etc., que tout juge, juge de paix, greffier ou député-greffier, sheriff ou député sheriff, constable ou député-constable d'une Cour quelconque de l'Etat, ne plaidera ou ne plaidera comme avocat pour quiconque dans aucune Cour de recorder ou Cour criminelle, dans quelque cause que ce soit. Aucun recorder-suppléant ou recorder pro tempore ne paraitra ou ne plaidera comme avocat pour quiconque dans aucune Cour de recorder ou Cour criminelle, dans quelque cause que ce soit. Aucun recorder-suppléant ou recorder pro tempore ne pourra être actionné ou poursuivi en dommages pour aucune erreur ou omission dans l'exercice de ses fonctions, excepté pour corruption ou malice. Aucun recorder-suppléant ou recorder pro tempore ne pourra être actionné ou poursuivi en dommages pour aucune erreur ou omission dans l'exercice de ses fonctions, excepté pour corruption ou malice.

Section 3me—Il est de plus décrété, etc., que tout juge, juge de paix, greffier ou député-greffier, sheriff ou député sheriff, constable ou député-constable d'une Cour quelconque de l'Etat, ne plaidera ou ne plaidera comme avocat pour quiconque dans aucune Cour de recorder ou Cour criminelle, dans quelque cause que ce soit. Aucun recorder-suppléant ou recorder pro tempore ne paraitra ou ne plaidera comme avocat pour quiconque dans aucune Cour de recorder ou Cour criminelle, dans quelque cause que ce soit. Aucun recorder-suppléant ou recorder pro tempore ne pourra être actionné ou poursuivi en dommages pour aucune erreur ou omission dans l'exercice de ses fonctions, excepté pour corruption ou malice. Aucun recorder-suppléant ou recorder pro tempore ne pourra être actionné ou poursuivi en dommages pour aucune erreur ou omission dans l'exercice de ses fonctions, excepté pour corruption ou malice.

Section 4me—Il est de plus décrété, etc., que tout juge, juge de paix, greffier ou député-greffier, sheriff ou député sheriff, constable ou député-constable d'une Cour quelconque de l'Etat, ne plaidera ou ne plaidera comme avocat pour quiconque dans aucune Cour de recorder ou Cour criminelle, dans quelque cause que ce soit. Aucun recorder-suppléant ou recorder pro tempore ne paraitra ou ne plaidera comme avocat pour quiconque dans aucune Cour de recorder ou Cour criminelle, dans quelque cause que ce soit. Aucun recorder-suppléant ou recorder pro tempore ne pourra être actionné ou poursuivi en dommages pour aucune erreur ou omission dans l'exercice de ses fonctions, excepté pour corruption ou malice. Aucun recorder-suppléant ou recorder pro tempore ne pourra être actionné ou poursuivi en dommages pour aucune erreur ou omission dans l'exercice de ses fonctions, excepté pour corruption ou malice.

Section 5me—Il est de plus décrété, etc., que tout juge, juge de paix, greffier ou député-greffier, sheriff ou député sheriff, constable ou député-constable d'une Cour quelconque de l'Etat, ne plaidera ou ne plaidera comme avocat pour quiconque dans aucune Cour de recorder ou Cour criminelle, dans quelque cause que ce soit. Aucun recorder-suppléant ou recorder pro tempore ne paraitra ou ne plaidera comme avocat pour quiconque dans aucune Cour de recorder ou Cour criminelle, dans quelque cause que ce soit. Aucun recorder-suppléant ou recorder pro tempore ne pourra être actionné ou poursuivi en dommages pour aucune erreur ou omission dans l'exercice de ses fonctions, excepté pour corruption ou malice. Aucun recorder-suppléant ou recorder pro tempore ne pourra être actionné ou poursuivi en dommages pour aucune erreur ou omission dans l'exercice de ses fonctions, excepté pour corruption ou malice.

Section 6me—Il est de plus décrété, etc., que tout juge, juge de paix, greffier ou député-greffier, sheriff ou député sheriff, constable ou député-constable d'une Cour quelconque de l'Etat, ne plaidera ou ne plaidera comme avocat pour quiconque dans aucune Cour de recorder ou Cour criminelle, dans quelque cause que ce soit. Aucun recorder-suppléant ou recorder pro tempore ne paraitra ou ne plaidera comme avocat pour quiconque dans aucune Cour de recorder ou Cour criminelle, dans quelque cause que ce soit. Aucun recorder-suppléant ou recorder pro tempore ne pourra être actionné ou poursuivi en dommages pour aucune erreur ou omission dans l'exercice de ses fonctions, excepté pour corruption ou malice. Aucun recorder-suppléant ou recorder pro tempore ne pourra être actionné ou poursuivi en dommages pour aucune erreur ou omission dans l'exercice de ses fonctions, excepté pour corruption ou malice.

Section 7me—Il est de plus décrété, etc., que tout juge, juge de paix, greffier ou député-greffier, sheriff ou député sheriff, constable ou député-constable d'une Cour quelconque de l'Etat, ne plaidera ou ne plaidera comme avocat pour quiconque dans aucune Cour de recorder ou Cour criminelle, dans quelque cause que ce soit. Aucun recorder-suppléant ou recorder pro tempore ne paraitra ou ne plaidera comme avocat pour quiconque dans aucune Cour de recorder ou Cour criminelle, dans quelque cause que ce soit. Aucun recorder-suppléant ou recorder pro tempore ne pourra être actionné ou poursuivi en dommages pour aucune erreur ou omission dans l'exercice de ses fonctions, excepté pour corruption ou malice. Aucun recorder-suppléant ou recorder pro tempore ne pourra être actionné ou poursuivi en dommages pour aucune erreur ou omission dans l'exercice de ses fonctions, excepté pour corruption ou malice.

Section 8me—Il est de plus décrété, etc., que tout juge, juge de paix, greffier ou député-greffier, sheriff ou député sheriff, constable ou député-constable d'une Cour quelconque de l'Etat, ne plaidera ou ne plaidera comme avocat pour quiconque dans aucune Cour de recorder ou Cour criminelle, dans quelque cause que ce soit. Aucun recorder-suppléant ou recorder pro tempore ne paraitra ou ne plaidera comme avocat pour quiconque dans aucune Cour de recorder ou Cour criminelle, dans quelque cause que ce soit. Aucun recorder-suppléant ou recorder pro tempore ne pourra être actionné ou poursuivi en dommages pour aucune erreur ou omission dans l'exercice de ses fonctions, excepté pour corruption ou malice. Aucun recorder-suppléant ou recorder pro tempore ne pourra être actionné ou poursuivi en dommages pour aucune erreur ou omission dans l'exercice de ses fonctions, excepté pour corruption ou malice.

Section 9me—Il est de plus décrété, etc., que tout juge, juge de paix, greffier ou député-greffier, sheriff ou député sheriff, constable ou député-constable d'une Cour quelconque de l'Etat, ne plaidera ou ne plaidera comme avocat pour quiconque dans aucune Cour de recorder ou Cour criminelle, dans quelque cause que ce soit. Aucun recorder-suppléant ou recorder pro tempore ne paraitra ou ne plaidera comme avocat pour quiconque dans aucune Cour de recorder ou Cour criminelle, dans quelque cause que ce soit. Aucun recorder-suppléant ou recorder pro tempore ne pourra être actionné ou poursuivi en dommages pour aucune erreur ou omission dans l'exercice de ses fonctions, excepté pour corruption ou malice. Aucun recorder-suppléant ou recorder pro tempore ne pourra être actionné ou poursuivi en dommages pour aucune erreur ou omission dans l'exercice de ses fonctions, excepté pour corruption ou malice.

Section 10me—Il est de plus décrété, etc., que tout juge, juge de paix, greffier ou député-greffier, sheriff ou député sheriff, constable ou député-constable d'une Cour quelconque de l'Etat, ne plaidera ou ne plaidera comme avocat pour quiconque dans aucune Cour de recorder ou Cour criminelle, dans quelque cause que ce soit. Aucun recorder-suppléant ou recorder pro tempore ne paraitra ou ne plaidera comme avocat pour quiconque dans aucune Cour de recorder ou Cour criminelle, dans quelque cause que ce soit. Aucun recorder-suppléant ou recorder pro tempore ne pourra être actionné ou poursuivi en dommages pour aucune erreur ou omission dans l'exercice de ses fonctions, excepté pour corruption ou malice. Aucun recorder-suppléant ou recorder pro tempore ne pourra être actionné ou poursuivi en dommages pour aucune erreur ou omission dans l'exercice de ses fonctions, excepté pour corruption ou malice.

La meilleure de toutes les poudres-levain.—Dernier rapport du gouv. des E.-U.

Royal Baking Powder

Absolument Pur.

Chronique de la Ville.

Nouvelle-Orléans, 24 Juillet 1894.—Indications pour la Louisiane :Temps : généralement beau, avec averses locales ; vents du nord devenant variables.

Température du 23 juillet 1894.
Thermomètres R. & L. Claudel, Opticiens.
No 143 rue du Canal.
Entre Carondelet et Baronne.

	Fahrenheit	Centigrade
7 heures du matin	82	24
Midi	90	29
3 P. M.	88	28
6 P. M.	86	27

Mariages, naissances et décès, inscrits au Bureau de Santé pendant les dernières 24 heures.

Mariages—Alphonse Caillies à Mlle Ella Valentine; Frank Sullivan à Mlle Anaïs Walsh ; Hans Dirks à Mlle Nellie Faesler ; Henry Stanley à Mlle Margaret Ward ; Théodore Knaebe à Mlle Rosa Trainer.

Naissances.—Mmes P. Welsh, un garçon; John W. Paquette, un garçon; Harry Barnes et de la ; John Kepler, une fille ; Edward Olivier, une fille ; John Cooke, un garçon.

Décès—Frank Miller, 70 ans, 15 Chestnut ; Otto Knoop, Scranton, M se. ; Joseph Schutten, Jr., 61 ans, 74 Pélican ; Mme Miguel Lacaze din, 24 ans, 174 Nord Prieur ; Francisco Chalaun, 80 ans, 127 Hôpital ; Charles Bodet, 68 ans, 413 1/2 Bienville.

Ventes Inscrites au Bureau des Aliénations.

People's Homestead Association à Mme F. Spath, un terrain borné par les rues Marais, St-Louis, Villeré et Toulouse, $3,400.

W. Shillaber à la Morgan's Louisiana and Texas Railroad and Steamship Company, deux portions de terre bornées par les rues Chestnut, Mississippi et Patterson, $8 000.

United States Loan and Building Company à L. C. Haub, deux terrains bornés par les rues Forest, Deuxième, Locust et Troisième, $1,860.

E. J. Bryan et al. à R. H. Chaffe & Co., trois terrains bornés par les rues Notre Dame, Julie, Delta et Water, $12,500.

Dan E. Wilson à N. Eustis, deux terrains bornés par l'avenue Napoléon, les rues Baronne, Berlin et Dryades, $2,500.

J. Catalano à Wm Gah'er, trois terrains bornés par les rues Bizardi, Egania, Royale et Dauphine, $600.

H. T. Cottam, Jr., et al. à Mme T. Wolfe, Jr., deux terrains bornés par les rue Baronne, Terpsichore, Euterpe et Dryades, $6,000.

C. Janvier à Mme T. W. Castleman, onze terrains bornés par les rues Short, Troisième, Washington et Burthe, $4,000.

Total des ventes, $37,400.

La régate de Mandeville.

La régate annuelle du club de Mandeville avait mis en fête samedi et dimanche cette villette d'outre lac. C'était un grand événement dans le monde du sport nautique et trains et bateaux ont amené de nombreux excursionnistes au pavillon du club, d'une construction si coquette, bâti à la lisière d'une forêt de pins et sur le rivage du lac.

Des drapeaux, des banderolles, des branchages qui l'encerclaient, pour la circonstance, le rendaient plus attrayant encore, en dépit du temps qui au commencement de la journée s'annonçait comme hostile au sport promis. Les membres du club ne s'en montraient toutefois nullement inquiets, et la pluie, le vent, les nuages qui roulaient au ciel pleins de menaces n'empêchaient pas les équipages des divers yachts de se préparer et les officiers de prendre leurs mesures pour le départ.

Vers midi, le soleil par une courte apparition, et ce fut justifier leur confiance ; le vent et la pluie ont cessé et le signal du départ a été donné.

A ce moment les balcons du club étaient pleins de dames et une foule nombreuse était réunie sur le rivage.

La course a eu lieu par un temps des plus propice et les résultats ont été les suivants :

Course pour "open sloops," gagnée par le Varuna, en 2 h. 54.

Catboats, Lady Sarah, 2 h. 44.

Cabin sloops Mautauk, en 2 h. 04' 40".

Schooner Yachts Adrienne, 4 h. 14' 52".

Open sloops, au-dessous de 20 pieds, Nymphya, en 2 h. 15' 56".

Catboats à quille arrondie St-John, en 2 h. 13' 18".

Square knuckle catboats, Ellen D, en 2 h. 21' 22".

Le pavillon offert au bateau qui arriverait le premier du West End, a été gagné par le bateau *Alice*.

Après les courses, le club a été brillamment illuminé et dans sa vaste salle a été donné un magnifique bal en l'honneur des visiteurs de la Nouvelle-Orléans. Vers 9 heures, la danse a été interrompue pour la présentation des prix, tous objets d'art, coupes ou vases d'argent sortant de la maison Scooler.

La présentation a été faite par le général Moorman.

La musique a été fournie par l'orchestre du Théâtre St Charles.

Les membres du Yacht Club de Mandeville se sont montrés excellents organisateurs et hôtes charmants. Ils ont reçu les sincères félicitations de tous ceux qui ont emporté de cette fête un aimable souvenir.

Le comité de la régate était ainsi composé :

T. M. Moorman, chairman ; Chas G. Coyle, W. T. Jay, J. Walton Glenny, Emile Cousin, Arsène Perrilliat, W. E. Lawrence, G. Depré, W. G. Hutchinson, Col. J. R. Hosmer.

Les juges du club sont :

Général Geo. Moorman, commodore ; W. T. Jay, vice-commodore ; F. A. Cousin, rear commodore ; H. Amable Verret, trésorier ; W. J. Castell, secrétaire ; Frank J. Kellar, secrétaire aux finances ; T. S. Allen, premier capitaine ; Emile Cousin, official measurer.

Juges pour la régate—Peter Labouisse, H. L. Burton, Adolph Poitevent.

Comité de Direction—Jno. Pointevent, T. M. Moorman, G. Coyle, Peter Labouisse, W. E. Lawrence. Ex-officio : Geo. Moorman, H. Amable Verret, W. J. Castell.

Timers pour la Régate—Rear Commodore F. A. Cousin, Francis B. Purdie, E. S. Ferguson.

Arrestations.

Les agents ont arrêté dimanche à la fête donnée rue Claiborne près Marigny, par le Southern Rifle Club, deux individus qui troublaient la paix publique. Au moment où ils arrivaient avec leurs prisonniers à la boite d'alarme du wagon de police, ils ont été attaqués par plusieurs autres individus qui les avaient suivis, et pendant un moment il y a eu une mêlée pendant laquelle les agents ont été fort maltraités.

Ils ont toutefois maintenu un de leurs prisonniers en état d'arrestation et l'ont emmené au poste, où plusieurs accusations ont été portées contre lui.

M. Spiro qui habite coin Decatur et Hôpital ayant ordonné à quatre individus qui séjournaient devant chez lui de circuler, ils ont refusé et la police ayant été appelée, l'un d'eux a été arrêté.

En arrivant sur la levée le prisonnier a réussi à se dégager et, poursuivi par l'agent, il a pris sa course dans la direction du fleuve, dans lequel il a sauté pour n'être pas repris. On pensait qu'il s'était noyé, puis il a été vu plus tard dans la journée.

Le feu.

Hier, à 3 heures de l'après-midi, le feu a pris dans une malle placée sous un hangar dépendant de l'immeuble situé à l'encoignure des rues Magazine et Général Taylor. Le feu s'est communiqué au hangar et l'a endommagé pour $10 L'immeuble est assuré à la Compagnie Lafayette pour $1,500.

Déraillement.

Hier matin à 6 heures 30, au moment où un train quittait le Government Yard pour Southport, les rails se sont écartés, et les wagons ont quitté la voie. Un des wagons a été endommagé pour $150, et l'autre pour $50. Personne n'a été blessé.

Jambe cassée.

Hier soir à 10 heures 15, un nommé A. D. Moore, âgé de 41 ans et habitant rue Howard No 337, s'est cassé une jambe en descendant d'un char de la ligne Clio et Brate.

Le Scandale du Palais de Justice.

Une dépêche du Texas annonçait hier matin que M. Ligon, l'associé de M. Orlopp, architecte du Palais de Justice, allait partir pour la Nouvelle-Orléans, où il arriverait pour mercredi matin. Il a confirmé tout ce qui a été dit sur les conseillers municipaux par M. Orlopp, et a avoué avoir reçu une somme de $1,000 pour quitter la ville afin de ne pas témoigner devant le grand jury.

Il a consenti à cette transaction à la condition que lui serait payée la somme de $2,000 dès à lui et à M. Orlopp et qui avait été retenue par l'administration sur leur contrat, pour des motifs futiles. Cette promesse lui avait été faite, mais comme la somme en question n'a pas été versée dans le délai fixé, M. Ligon se considère dégagé envers les conseillers et libre de révéler tout ce qu'il sait.

Il en sait fort long paraît-il et son témoignage fera sensation, à moins que de nouveau on ne réussisse à lui fermer la bouche. M. Orlopp refuse de révéler ce qu'il sait avant d'avoir témoigné devant le grand jury.

M. Ligon a dit qu'ils avaient été obligés, lui et M. Orlopp, de donner des pots de vin aux membres du comité de finances et à ceux du comité chargé de la construction du nouvel édifice.

Ces comités sont composés comme suit : Finances—Jamison, chairman ; Brand, Cucullu, Kane et Desforges. Nouvelle Maison de Cour et Gaol—Kane, chairman ; Foster, Jamison, Noël, Thrifiley, Muro, Haley, Kenny, Boes et Caufield.

Les conseillers qui sont visés par M. Ligon, par le fait qu'il n'a mentionné aucun nom et n'a parlé que des comités, affectent de prendre la chose à la légère et se déclarent curieux de savoir quels sont ceux d'entre eux qui se sont laissés tenter. Ils sont particulièrement désireux de connaître le riche conseiller qui a payé $1,000 le départ de M. Ligon.

MM. Bach et Mayer qui sont accusés de s'être laissés corrompre, ont comparu hier matin devant la section B de la cour criminelle, mais au lieu de demander l'annulation des poursuites, qu'ils pouvaient obtenir comme leurs collègues, ils avaient comparu dans le but inscrire À, ils ont simplement nié leur culpabilité et le juge fixera leur comparution à une date prochaine.

L'attitude des accusés a causé une surprise générale.

Tentative de Suicide.

Hier soir, à 4 heures 30, un nommé J. Moley, âgé de 29 ans, et habitant coin Quatrième et Tchoupitoulas, a tenté de se suicider en se coupant la gorge avec un rasoir, il n'a réussi qu'à se blesser légèrement.

Brûlures mortelles.

Katie Reis, une fillette de 13 ans, qui habite coin Chippewa et Toledano, est brûlée en versant du pétrole dans un poêle. Celui-ci ayant été laissé allumé, le feu s'est communiqué au bidon à pétrole et la fillette s'est trouvée enveloppée par les flammes. Elle a été transportée à l'hôpital dans un état désespéré.

Sous caution.

Matthew W. Walker, qui a été arrêté samedi soir, sous l'accusation de détournement de mineure, a été mis sous caution de $1,000. L'accusé a été arrêté au No 40 de la rue Bassin, où il avait amené une fillette de 15 ans, Mlle Emilie Socha. Celle-ci était très souffrante lorsqu'elle a été découverte par la police. Lorsqu'on l'a transportée chez son père qui habite l'hôtel situé coin Poydras et St-Charles, elle était sans connaissance, et elle n'a repris ses sens qu'au bout de douze heures.

Elle était désormais trop souffrante hier matin pour paraître en cour. Un moment, l'état de la malade a été si alarmant qu'on a craint de ne pas pouvoir la sauver. Il est évident qu'elle était sous l'influence d'une d